MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Maroc

Une publication du SER de Rabat
12 octobre au 30 octobre 2026

Le chiffre à retenir

-3,0 %

Prévision de déficit public pour 2027

Le projet de loi de finances pour 2027 a été déposé au Parlement le 20 octobre 2026. Selon les nouvelles prévisions du Ministère de l'Economie et des Finances, le déficit public s'établirait à -3,1 % en 2026, et -3,0 % en 2027.

Pour l'année 2027, la croissance économique est estimée à +3,7 %, soit en légère décélération par rapport à l'année 2026 (+4,6 %). C'est d'abord lié à la normalisation de la performance exceptionnelle de la valeur ajoutée agricole en 2026 (+18% d'évolution annuelle). La production a ainsi atteint 90 millions de quintaux en 2026, et atteindrait 70 millions de quintaux en prévision en 2027. L'industrie serait en revanche en nette accélération avec une évolution annuelle de +4,0 % après +0,3 %, en rebond sur les activités extractives qui ont connu une contraction en 2026 sur la filière des phosphates.

L'évolution des recettes en 2027 serait très dynamique, avec une évolution globale de 8,6 % pour atteindre 470,1 Mds MAD. Les recettes fiscales seraient en nette évolution (+15,6 %), portées notamment par le dynamisme de l'impôt sur le revenu (+10,6 %), l'impôt sur les sociétés (+32,2 %) et la TVA (+9,6 %). Les recettes non fiscales seraient en nette diminution, à raison de la baisse du recours aux financements innovants.

Les dépenses seraient en reprise (+8,3 %) après une année 2026 marquée par une quasi-stabilisation (+0,7 %). S'agissant des dépenses ordinaires, elles connaîtraient une stabilisation pour le personnel (+0,2 %), une accélération pour les biens et services (+22,8 %) et une légère accélération pour les intérêts de la dette (+5,8 %).

Activités macroéconomiques & financières

Evolution de la valeur du dirham : une dépréciation depuis le début de l'année 2026

Le dirham s'est relativement déprécié depuis le début de l'année 2026, tout en restant dans la bande de fluctuation fixée à ±5 % par la Banque centrale. En effet, il s'est déprécié de 2,6 % face à l'euro et de 7 % face au dollar. Une partie de cet effet est mécanique, et résulte directement de l'appréciation du dollar face à l'euro qui est intervenue sur les derniers mois. Le dirham étant arrimé à un panier composé à 60 % de l'euro et à 40 % de dollars, lorsque l'euro perd de la valeur face au dollar, le dirham se déprécie face au dollar mais dans des proportions moindres que l'euro (environ 60 % de sa baisse). A moyen-terme, le différentiel de taux directeurs devrait aussi faire baisser la demande pour le dirham (ils s'établissent à 3,75 % -- 4,00 % pour les Etats-Unis, 2,50 % pour la zone euro et 2,25 % pour le Maroc).

Un autre effet est lié à la dégradation de la balance courante du Maroc, qui impacte la demande de devises sur le marché marocain. En effet, à fin août 2026, le solde commercial sur les biens s'est dégradé de -25,4 % pour atteindre -282 Mds MAD. Malgré l'excellente performance du secteur automobile à l'export (+14,5 %), de l'agriculture et agroalimentaire (+8,3 %) et de l'aéronautique (+21,5 %), le secteur des phosphates accuse une baisse significative (-6,0 %). Cet effet global sur la demande en devises est toutefois partiellement compensé par l'excellente dynamique des services (+13,4 % sur le solde), les transferts des MRE (+9,0 %) et les investissements directs à l'étranger qui ont connu un très fort dynamisme sur la période (+65 % pour atteindre 34 Mds MAD).

Classement Where To Invest in Africa 2026/2027 : le Maroc se hisse au 4ème rang

Le Maroc est désormais 4ème dans le classement réalisé par la Rand Merchant Bank (RMB), filiale du groupe sud-africain FirstRand. Le Maroc se place ainsi derrière les Seychelles, Maurice et l'Egypte qui restent en tête du classement, sur 31 pays.

L'étude évalue les pays à partir de 20 indicateurs répartis en quatre piliers, portant notamment sur les performances et le potentiel économiques, l'accessibilité des marchés et l'innovation, le climat de l'investissement, ainsi que le développement social et humain.

Le paradoxe sur l'emploi des femmes mis en lumière dans le Rapport sur le Budget sensible au genre accompagnant le PLF 2027

Le rapport annexé au PLF 2027 met en lumière le paradoxe de l'activité et l'emploi féminin au Maroc. Alors que les femmes marocaines représentent 56,1 % des effectifs de l'enseignement supérieur, le taux d'activité continue de se replier pour atteindre 19 % en 2025.

Les diplômées du supérieur sont certes plus actives (45,4 % contre 14,4 % pour les femmes sans diplôme), mais elles sont particulièrement exposées au chômage. Sur cette catégorie, 34 % des femmes sont au chômage, contre 19,7 % des hommes.

Les femmes vivant en milieu rural sont également plus exposées à cette baisse de l'activité : le taux d'activité des femmes est passé de 36,9 % en 2014 à 18,2 % en 2025. Cette recomposition est due à la contraction des emplois dans le milieu agricole, qui a été partiellement compensée par la hausse de l'emploi féminin dans les services.

Grands projets, environnement, industries

Aviation : création de la Moroccan Academy of Aeronautics

La Moroccan Academy of Aeronautics est une société anonyme, filiale de la Royal Air Maroc qui aura pour objet de gérer l'Académie marocaine des métiers de l'aéronautique. L'Académie a été créée par un décret de janvier 2026 et a pour objet de former près de 550 techniciens par an dans les domaines de la maintenance aérienne, des activités des compagnies aériennes et le soutien technique dans le domaine de l'aviation.

Économie bleue : la Banque mondiale propose de nouveaux chantiers pour son assistance technique

Le bailleur propose de réorganiser son projet d'assistance technique de 5 M USD, dans le cadre du programme national de l'économie bleue (lancé officiellement en février 2024), pour tenir compte des retards d'exécution, modifier certaines activités et financer de nouveaux travaux. Pour le moment un peu moins d'1 M USD sur 5 M USD ont été décaissés (prêt approuvé en 2022). La date prévue de décaissement complet est le 1er janvier 2028 (la date de clôture, initialement fixée à septembre 2025, a été repoussée au 31 juillet 2027).

Parmi les nouveautés introduites dans ce vaste chantier figure une étude de faisabilité pour la « Cité de la Mer » d'Agadir et un pôle côtier intégré demandé par la wilaya de Souss-Massa.

Pêche : Hausse des débarquements de sardines et défis persistants

La filière de la pêche au Maroc a connu une hausse de 66 % des débarquements de sardines à fin août 2026, une bonne nouvelle pour un secteur récemment affecté par la flambée des prix du carburant et l'éloignement des bancs de poissons. Cette amélioration pourrait soulager les pêcheurs et stabiliser les approvisionnements locaux. Cependant, les défis structurels persistent, notamment les coûts énergétiques élevés et les impacts du changement climatique, qui menacent la rentabilité à long terme des acteurs du secteur.

Importations de blé tendre : Le port de Rouen expédie 60 200 tonnes vers le Maroc

Le port français de Rouen a expédié 60 200 tonnes de blé tendre vers le Maroc, représentant près de la moitié de ses expéditions hebdomadaires. Cette livraison s'inscrit dans le cadre des efforts du Maroc pour reconstituer ses stocks céréaliers après une campagne agricole marquée par des rendements inférieurs aux attentes. Le Maroc, traditionnellement dépendant des importations de céréales pour répondre à ses besoins intérieurs, renforce ainsi ses réserves stratégiques en prévision des mois à venir. Cette opération illustre la coopération commerciale entre le Maroc et la France, ainsi que l'importance de sécuriser les approvisionnements pour éviter les tensions sur le marché local.

Financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) en appui aux politiques économiques du Maroc

Le conseil d'administration de la BAD a approuvé le 22 octobre 2026 un prêt d'environ 434 M EUR au Maroc, piloté par le Ministère de l'Economie et des Finances. Il s'agit de la troisième phase du programme de renforcement de la gouvernance économique et de la résilience au changement climatique (PGRCC). Les deux premières phases ont porté sur la modernisation des entreprises publiques et le climat des affaires, ainsi que sur les réformes de l'eau, de l'électricité et des énergies renouvelables.

Cette nouvelle phase permettra d'étendre l'appui de la BAD aux réformes dans le domaine économique, et portera principalement sur : la gouvernance des établissements et entreprises publics, la promotion de l'investissement privé et les partenariats public-privé, et le renforcement de la résilience aux chocs extérieurs, climatiques et énergétiques.

Ce prêt s'inscrit dans la riposte de la BAD à la crise mondiale de l'énergie et des engrais, un dispositif approuvé le 1er septembre 2026 qui prévoit jusqu'à 5,1 Mds USD de financements supplémentaires pour l'Afrique.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Exécuté	4,9 %	0,8 %	13 %	2,4 %	3,5 %	67,2 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,4 %	1,2 %	-	3,6 %	3,5 %	65,6 %
FMI	4,5 %	0,9 %	12,2 %	4,9 %	3,9 %	65,9 %
Bank Al-Maghrib	4,4 %	0,7 %	-	3,1 %	3,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,8 %	-	-	1,9 %	3,4 %	65,8 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : François Sporrer

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : marina.kosowski@dgtresor.gouv.fr